

JUGEMENT
N° 112/19/CACC/TCC
DU 20 NOVEMBRE 2019

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/0873

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET DU
CONTENTIEUX**

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA et Chimène ADJALLA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Le 06 novembre 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en premier
ressort, prononcé le 20 novembre 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Société SYPROTEL SARL, dont le siège social est sis à l'Îlot 5
Cadjèhoun Zone de Fret Aéroport de Cotonou, 10 BP 589 Cotonou,
prise en la personne de son Gérant Monsieur Alain Patrick ATAKLA,
demeurant et domicilié au siège de ladite société ;

D'UNE PART

DEFENDERESSE :

Société ROYAL EXIM SARL, dont le siège social est sis à
Abomey-Calavi, quartier Agori, lot N° 369 A, prise en la personne
de son Gérant Monsieur Edouard CHOUBIYI, demeurant et
domicilié au siège de ladite société ;

D'AUTRE PART

OBJET :
Payement

LE TRIBUNAL

Pour obtenir le remboursement de la somme de trente-huit millions (38.000.000) de francs CFA en principal, dont elle s'estime créancière de la société ROYAL EXIM SARL à titre de solde du coût du fret Cotonou-Paris dans le cadre de l'exportation d'ananas, la société SYPROTEL SARL lui a adressé une sommation de payer par exploit en date du 16 septembre 2019, sans succès ;

Par la suite, elle a fait pratiquer saisie conservatoire sur ses biens meubles corporels et incorporels, en vertu de l'ordonnance n° 318/2019 rendue par le Président du tribunal de commerce de Cotonou ;

Par exploit en date du 28 octobre 2019, la société SYPROTEL a attiré la société ROYAL EXIM devant le tribunal de céans, en sollicitant sa condamnation au paiement de la somme réclamée ainsi que cinquante millions (50.000.000) de francs FCFA à titre de dommages-intérêts ;

Elle demande en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

Devant le tribunal, la société ROYAL EXIM a reconnu l'effectivité de la dette et déclaré qu'elle s'engage à se libérer en payant cinq cent mille (500.000) FCFA par mois à compter de décembre 2019 ;

En réponse, la société SYPROTEL explique que son objectif est de recouvrer sa créance ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que l'article 28 alinéa 1^{er} de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la*

nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits » ;

Que l'article 54 dudit Acte Uniforme énonce que « si ce n'est dans le cas où la saisie conservatoire a été pratiquée avec un titre exécutoire, le créancier doit, dans le mois qui suit ladite saisie, à peine de caducité, introduire une procédure ou accomplir les formalités nécessaires à l'obtention d'un titre exécutoire. Si la saisie est pratiquée entre les mains d'un tiers, les copies des pièces justifiant de ces diligences doivent être adressées au tiers dans un délai de huit jours à compter de leur date » ;

Que dans le même sens, l'article 61 de l'Acte Uniforme sus-énoncé dispose que « si ce n'est dans le cas où la saisie conservatoire a été pratiquée avec un titre exécutoire, le créancier doit, dans le mois qui suit ladite saisie, à peine de caducité, introduire une procédure ou accomplir les formalités nécessaires à l'obtention d'un titre exécutoire. Si la saisie est pratiquée entre les mains d'un tiers, les copies des pièces justifiant de ces diligences doivent être adressées au tiers dans un délai de huit jours à compter de leur date » ;

Attendu qu'il est constant en l'espèce que la société ROYAL EXIM reste devoir à la société SYPROTEL la somme de trente-huit millions (38.000.000) de francs CFA en principal résultant des relations commerciales entre elles ;

Que la société ROYAL EXIM a pris l'engagement de payer cinq cent mille (500.000) FCFA par mois à compter de décembre 2019, ce que ne conteste pas la société SYPROTEL ;

Que dès lors, il convient de condamner la société ROYAL EXIM au paiement sollicité, de lui donner

acte de l'engagement pris et de dire qu'en cas de défaillance, elle sera tenue du tout ;

Attendu, par ailleurs, que la société SYPROTEL est fondée à solliciter le bénéfice de l'exécution provisoire, mais seulement de la moitié, en considération des besoins pressants de recouvrement de sa créance qu'elle a exprimée, pour faire face à ses propres engagements ;

Attendu, en outre, que *dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts au taux légal ; le créancier auquel son débiteur en retard a causé un préjudice indépendant de ce retard, peut obtenir des dommages et intérêts distincts des intérêts moratoires de la créance, sauf en rapporter la preuve ;*

Qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts, qu'en cas de démonstration d'un préjudice distinct du retard de paiement ;

Attendu qu'en l'espèce, la société SYPROTEL ne justifie pas l'existence de tels préjudices qu'elle affirme simplement ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Reçoit la société SYPROTEL SARL en son action et déclare bien fondée sa demande en paiement ;

Condamne la société ROYAL EXIM SARL à lui payer la somme de trente-huit millions (38.000.000) de francs CFA en principal ;

Donne acte à la société ROYAL EXIM SARL de son engagement à rembourser sa dette en payant cinq cent mille (500.000) FCFA par mois à compter de décembre 2019 ;

Dit qu'en cas de non-respect de cet engagement, la société SYPROTEL SARL est fondée à exiger le paiement de sa créance ;

Dit que la présente décision est exécutoire par provisions à hauteur de la moitié ;

Condamne la société ROYAL EXIM SARL aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT